

PREFECTURE DE LA SAVOIE

ARRETÉ PRÉFECTORAL
portant mise en demeure

Société T.I.E.S.
Commune de Champagnieux

LE PRÉFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V, et notamment son article L 514.1 ;

VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 mars 1994, autorisant la société BLANCHIN à exploiter une installation de tissage et de teinturerie sur le territoire de la commune de Champagnieux ;

Vu l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 7 septembre 2006 notifié à la société BLANCHIN ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 18 mai 2007 de la société T.I.E.S. par laquelle elle déclare être le nouvel exploitant de la société BLANCHIN ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré à la société T.I.E.S. le 27 juillet 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires en date du 4 mars 2005 modifiant l'annexe 1 de l'arrêté portant prescriptions complémentaires en date du 30 septembre 2004 susvisé ;

Vu la demande de report d'échéance de la société T.I.E.S exposée dans son courrier du 6 mai 2009 et transmise à monsieur le préfet de la Savoie ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées placé auprès du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 7 mai 2009 ;

CONSTATANT que l'exploitant n'a pas respecté les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 7 septembre 2006 susvisé ;

CONSIDERANT les risques de pollution des eaux superficielles, souterraines et des sols ;

CONSIDERANT la nécessité de préserver les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT les difficultés financières rencontrées par la société T.I.E.S exposées dans son courrier, à monsieur le préfet de la Savoie, du 6 mai 2009 susvisé ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

ARTICLE 1

La société T.I.E.S, dénommée ci-après l'exploitant, sise au lieu-dit "Leschaud" à 73240 Champagneux, est mise en demeure d'associer le silo contenant de la saumure, présent sur son site, à une rétention conforme aux dispositions de l'article 2.8 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires en date du 30 septembre 2004, susvisé.

ARTICLE 2

Le délai imparti pour respecter les mesures imposées à l'article 1 est fixé au 30 juin 2010.
Ce délai s'entend à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 3

Si à l'échéance fixée à l'article 1, l'exploitant n'a pas satisfait à ses obligations, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues par ce même code.

ARTICLE 4 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 5 : NOTIFICATION - EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Champagneux.

Chambéry le5 JUIL 2009

LE PREFET

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Jean-Marc PICAND